

Session ordinaire du conseil municipal/Vote du budget de l'exercice 2018

Près de 18 milliards de FCFA



Le maire de Port-Gentil, Bernard Aperano (c), pendant les travaux de la session budgétaire du conseil municipal.



Le budget pour l'exercice 2018 a été voté à l'unanimité par les conseillers municipaux.

RAD  
Port-Gentil/Gabon

LES 73 conseillers municipaux de Port-Gentil ont tous pris part (9 sur procurations), jeudi dernier, à la foire municipale Pierre Louis Agondjo Okawé, à leur toute dernière session dite budgétaire de leur mandat qui expire en décembre prochain. En principe. Les assises, relevées par la présence du gouverneur de l'Ogooué-Maritime, Patrice Ontina, et du préfet de Bendjé, Eugénie Marie Caroline Kamara, se sont déroulées sur fond

d'adieux. Pour cette ultime rencontre, les élus locaux n'ont rien perdu de la solidarité et de l'esprit citoyen qui les a guidés durant 5 ans. A l'unanimité, ils ont voté le budget primitif 2018, équilibré en recettes et en dépenses à la somme de 17 milliards 990 millions 974 mille 560 FCFA, identique à celui de 2017. La réussite du maintien de ce budget au même plafond relève de la prise en compte de plusieurs facteurs en lien avec le réajustement. En effet, selon le président du bureau du conseil, Bernard Aperano, la commune de Port-Gentil,

à l'instar de toutes les autres collectivités locales, a subi une diminution drastique de ses ristournes réservées par l'Etat. Il en découle donc une baisse conséquente (-50,88%). Ce qui revient à dire que le budget réel de 2018 est de 9 milliards 489 millions 865 mille 434 FCFA. «Pour compenser ce déficit financier, l'option du prélèvement des fonds libres de la commune au Trésor public a été la bouée de sauvetage du maintien du budget à la hauteur de ses besoins», a-t-il déclaré. Mais, à ce qu'il semble, la commune n'est pas totalement tirée d'affaires. C'est

du moins Bernard Aperano lui-même qui le dit: «de manière pratique, sur la base de calcul de l'impôt sur le revenu des personnes physiques (IRPP) fixé désormais à 4% au lieu de 20% comme jadis, l'avenir s'annonce bien sombre à l'horizon. Entendu que si nos fonds libres ont permis le réajustement du budget en 2018, ils le permettront encore en 2019.» Non sans interroger de ce qu'il en sera en 2020. Raison pour laquelle il a fait savoir que la mise en route du budget 2018 sera axée sur l'orthodoxie financière encore plus rigoureuse et la gestion des

affaires connaîtra aussi son lot de décisions fortes. L'objectif étant d'œuvrer sans relâche à apporter des réponses aux problèmes des concitoyens. Les 73 élus locaux ont également adopté plusieurs délibérations à forte teneur économique et sociale, prenant en compte le désenclavement des quartiers périphériques, des travaux d'électrification et d'adduction d'eau. L'assainissement n'était pas en reste. Dans son discours aux relects d'adieux, Bernard Aperano a remercié l'ensemble de ses pairs pour l'esprit d'équipe, de cohé-

sion et de citoyenneté qui a prévalu tout au long de leur mandat d'une cogestion regroupant le Parti démocratique gabonais (PDG), le Parti pour le développement et la solidarité sociale (PDS), l'Union du peuple gabonais (UPG), l'Alliance démocratique et républicaine (Adere), le Centre des libéraux réformateurs (CLR) et le Mouvement démocrate populaire (Modep). Il a exprimé sa déférente gratitude au chef de l'Etat, artisan, selon lui, de cet état d'esprit, et pour son apport "inestimable" au développement de Port-Gentil.

Vie des partis politiques/PDG/Fédérations A et G du 1er arrondissement

" Envoyons pour la 13e législature, les 13 députés de la province "



Une vue des responsables politiques lors de l'échange avec...



...les militants des fédérations A et G du premier arrondissement.



Dans ces cartons, se trouve le matériel informatique offert par Pascal Houangni Ambourou aux fédérations hôtes.

RAD  
Port-Gentil/Gabon

LA cour du siège du Parti démocratique gabonais (PDG) a été parée, dès les premières heures du matin, aux couleurs du parti. La salle grouillait des militants des fédérations A et G attendant patiemment leur membre du bureau politique, porteur d'un message, dans le cadre de la régénération et la revitalisation du PDG. Pascal Houangni Ambourou accompagné du secrétaire national chargé de l'Ogooué-Maritime, Claire

Mandza, des secrétaires provincial et communal, Albert Richard Royembo et Marie Stéphanie Inguessi les a entretenus sur le thème : "Quid des enjeux politiques de la prochaine élection législative pour le PDG dans la province de l'Ogooué-Maritime ?". Et leur a offert, par la suite, du matériel informatique, assorti des consommables et une forte somme d'argent pour un fonctionnement optimal. Dans son adresse, Albert Richard Royembo a sollicité et obtenu de l'assistance, un standing ovation pour le chef de l'Etat, pour sa solidarité constante à

l'Ogooué-Maritime, au lendemain de la reconduction au gouvernement de Jean-Fidèle Otandault, Pascal Houangni Ambourou et Carmen Ndaot, trois fils de la province. Il a mis en exergue tout l'intérêt que le numéro un gabonais accorde au développement de la province et, partant, de tout le Gabon. Pascal Houangni Ambourou est, quant à lui, revenu sur les grandes initiatives du chef de l'Etat visant à maintenir le Gabon dans la stabilité et sur la voie de la croissance tous azimuts. Il en est ainsi du Dialogue politique d'Angondjé et de la révision

constitutionnelle. Aussi, a-t-il rappelé les enjeux pour le PDG de consolider sa majorité parlementaire. Selon lui, il faut donner une majorité parlementaire au PDG, afin d'accompagner sereinement les réformes nécessaires à la réalisation du programme de l'égalité des chances du chef de l'Etat, qui a pour seul objectif d'améliorer les conditions de vie des Gabonais les plus vulnérables. «Il nous faut propulser la vague de la régénération et de la revitalisation au firmament de la classification politique dans notre province», a-t-il martelé. Non sans proposer des pistes

du succès : faire l'état des lieux, remobiliser, être au contact des populations. Pascal Houangni Ambourou, en pédagogue, a défini l'enrôlement, déclinant qui doit se faire enrôler et avec quoi se faire enrôler. «L'enrôlement se fait essentiellement sur la base des pièces d'Etat civil, notamment la carte d'identité nationale et l'acte de naissance original ou légalisé», a-t-il confié, en appelant à l'unité et à l'engagement de tout un chacun pour faire triompher le parti. Dans cet esprit, Claire Mandza a indiqué que tous les militants sont égaux et

que toutes actions à entreprendre doivent converger dans le sens d'offrir une majorité confortable au président Ali Bongo Ondimba, afin qu'il puisse conduire à terme son projet de société. «Je compte sur vous pour que nous envoyons au palais Léon-Mba, pour la 13e législature, les 13 députés de la province», a-t-elle déclaré avant d'inviter à la discipline et au paiement des cotisations. Enfin, Robert Nzonghan, ancien secrétaire communal, a lu, au nom des deux fédérations, une motion de soutien au président de la République.